

Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU -

Comme le souligne l'avis général du CESER, ces *Orientations budgétaires pour 2022*, les premières de la nouvelle mandature, ont pour principal intérêt d'éclairer le projet politique sur lequel s'engage l'exécutif régional pour les années à venir.

Même s'il faudra attendre le *Budget 2022* pour en mesurer la portée concrète, on peut déjà dire que les orientations présentées revendiquent de manière beaucoup plus claire que par le passé la nécessité d'engager de véritables ruptures - la Région évoquant même au détour de sa présentation « *un nouveau modèle de développement à assumer* ». La FSU le note avec satisfaction d'autant plus qu'elle a appelé pour sa part à plusieurs reprises l'exécutif régional mais aussi notre CESER à sortir des faux-semblants de la « transition douce » pour regarder en face les réorientations radicales qui s'imposent si l'on veut vraiment faire primer l'intérêt écologique et le progrès social.

On ne peut donc que se féliciter de voir réaffirmé ici la volonté de rendre effectif le *principe de conditionnalité* pour les politiques futures, même si on regrettera que le principe évoqué semble davantage subordonné à l'impératif écologique qu'à celui de la cohésion et de la justice sociale.

Mais la principale nouveauté de l'exercice budgétaire qui s'annonce et que confirment plusieurs autres dossiers à l'ordre du jour de cette session, c'est la volonté d'une programmation à la fois renforcée et plus stratégique où les différents schémas régionaux que nous connaissons actuellement ne seront plus seulement appelés à se répondre les uns aux autres mais devront s'intégrer en un tout au service des priorités écologiques et sociales.

Là encore ce n'est pas la FSU qui s'en plaindra. En matière de santé, d'éducation et de recherche, mais aussi bien en matière d'accès aux transports ou au logement, la FSU défend la nécessité d'un puissant effort de programmation - et pour elle la réponse à ces besoins sociaux, actuels et futurs, passe par la présence forte des Services publics. Souhaitons donc que dans le dialogue musclé « *avec Paris* » auquel le « *Plus de Bretagne* » revendiqué ici est censé conduire, la préservation des Services publics aujourd'hui mis à mal dans nos territoires ne sera pas oubliée, ni troquée contre divers succédanés aux noms variables (« *services d'intérêt général* », « *services au public* », etc.) et au contenu flou.

La FSU regarde en tous cas avec intérêt les différents engagements annoncés en attendant de voir comment il seront concrétisés dans le *Budget 2022*. Elle sera attentive notamment à la façon dont le *Budget 2022* traduira l'annonce faite ici d'un « *recalibrage* » du PPI, en particulier s'agissant de la poursuite du programme immobilier des lycées : il ne faudrait pas en effet que soit oublié l'engagement fait à la fin de la mandature précédente de porter le *PPI Lycées* à 1Md€.

Toujours en matière de formation, la FSU sera aussi très attentive à ce que la mise en cohérence annoncée du *Schema de Développement économique et de l'Innovation* avec celui de *l'Enseignement supérieur recherche* et avec le CPRDFOP ne conduise pas à subordonner les objectifs de formation à la seule réponse aux besoins des entreprises. Le document spécifique présenté par la Région sur ce sujet à cette même session a beau récuser explicitement toute *tentation*

adéquationniste dans ce rapprochement, ce sera à la future « *vision stratégique partagée* » de nous en convaincre.

Une suggestion pour finir sur le sujet de la programmation stratégique que défend ici la Région : puisque le changement de modèle est à l'ordre du jour, en particulier en matière de production agricole, et puisque la Région semble vouloir faire de la formation l'un des leviers du changement, elle serait bien inspirée de se pencher sur le déséquilibre singulièrement défavorable à l'enseignement agricole public en Bretagne.

Alors que la Région semble vouloir mener plusieurs expérimentations audacieuses, pourquoi ne porterait-elle pas auprès des autorités académiques un projet de « lycée public de l'agroécologie et de l'agroforesterie » ? et pourquoi pas un futur Campus des métiers et des qualifications afin de lui donner un rayonnement régional ?

Le mirobolant projet de campus agricole privé « *Hectar* » dans les Yvelines porté par le milliardaire Xavier Niel, après l'ouverture cette année à Laval d'un « *CFA du lait* » par le géant Lactalis, démontrent que de gros intérêts capitalistiques cherchent aujourd'hui à faire main-basse sur la formation agricole pour imposer aux futures générations leur *solutionnisme technique* dans ce qu'il a de plus destructeur pour l'environnement et de plus aliénant pour les travailleurs.

Face aux appétits de la « start-up nation » dont nous voyons chaque jour un peu plus les effets délétères, la Bretagne s'enorgueillirait à opposer un contre-modèle de formation, porteur d'avenir pour la planète comme pour le travail et les savoirs humains.